

M. Jamieson: Je n'y avais même pas pensé.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Le député a la parole et tente de prononcer un discours. Je propose que nous l'écoutions tous.

M. Jamieson: Ce que je voulais dire, c'est que les négociations internationales actuellement en cours permettent assurément d'entretenir l'espoir que nous commencerons à émerger de cette situation dès cette année. Il faudra que chacun d'entre nous fasse un énorme effort de coopération. Le Canada ne peut y arriver seul. Si nous voulons trouver une solution au problème de la balance des paiements, il faut admettre qu'il faudra consentir un effort commun, en particulier de concert avec le marché commun européen et le Japon.

● (1742)

Peut-être les députés de l'autre côté ou même ceux de ce côté-ci ne savent-ils pas tous que le Canada, en tant que pays exportateur, ce qu'il est évidemment, vend 87 p. 100 de la totalité—je dis bien de la totalité—de ses exportations aux États-Unis, à la Communauté économique européenne ou au Japon. C'est une simple statistique que tous doivent admettre et tant que l'économie des pays de la communauté européenne sera au ralenti comme c'est le cas à l'heure actuelle, tant que de nombreuses industries de base de ces pays fonctionneront à 60 ou 65 p. 100 de leur capacité, tant que le Japon n'aura pas résolu les problèmes qu'il éprouve à l'heure actuelle et, incidemment, tant que beaucoup de ces pays ne se seront pas entendus sur le moyen de résoudre le problème très épineux que nous éprouvons au chapitre de la balance des paiements, nous ne serons pas en mesure d'appliquer les solutions que nous souhaiterions. Fort heureusement pour tous les intéressés, je crois que les leaders de la scène mondiale dont j'ai parlé se préoccupent de ce problème plus que jamais auparavant.

Les décisions qui ont été prises à Copenhague il y a quelques jours ne feront peut-être pas les manchettes au Canada, mais elles sont au moins aussi importantes que celles qui ont été retenues. De même, le sommet dont j'ai parlé aura pour but, comme le disait le communiqué publié il y a quelques jours, d'établir des objectifs relatifs à l'augmentation de la productivité et à des augmentations nécessaires sur d'autres plans. Incidemment, monsieur l'Orateur, si je peux ouvrir une parenthèse, je dirais que les députés de l'autre côté, au lieu de se plaindre de la faible productivité du Canada, devraient jeter un coup d'œil aux dernières statistiques qui montrent non seulement que notre productivité a été supérieure au cours des derniers mois et même durant les deux dernières années, mais également que durant les sept ou huit dernières années, exception faite de quelques courtes périodes de baisse, rien n'a vraiment cloché en ce qui concerne notre niveau général de productivité lorsqu'on le compare à celui des autres pays développés.

A mon avis, nous n'avons aucune raison valable de prétendre que, d'une façon ou d'une autre, le Canada manque de dynamisme sur les marchés d'exportation, mais il est vrai qu'il fera volte-face quand ces marchés deviendront plus accessibles, tandis que la situation économique s'améliorera. Peu m'importe quelles sont les propositions formulées pour stimuler la productivité; nos marchés traditionnels ne seront pas aussi

Budget—M. Jamieson

fermes qu'ils devraient l'être tant que nous ne réussirons pas de façon concertée à entraîner avec nous toute l'économie mondiale.

Telle a été la politique gouvernementale et telle est la politique du ministre des Finances. Elle donne certes des résultats. Je répète certaines données statistiques dont je parlais plus tôt qu'on peut appliquer à n'importe quel critère. Évidemment, le rendement du Canada est aussi satisfaisant sinon supérieur à celui des autres pays développés.

M. Stevens: Durant quelle période?

M. Jamieson: Durant les dix dernières années, je crois, il est arrivé très rarement que le rendement du Canada n'ait pas été aussi satisfaisant et dans certains cas supérieur à celui des autres pays, y compris les États-Unis.

M. Stevens: Que dites-vous des deux dernières années?

M. Jamieson: Le député parle des deux dernières années. S'il avait été à la Chambre plus tôt, il m'aurait entendu reconnaître que depuis deux ans, d'autres problèmes particuliers encore plus graves ont surgi. Si le député envisage ces problèmes objectivement—mais j'avoue que ce ne sera pas pour lui chose facile—il constatera que durant cette période aussi, non seulement nous nous sommes heurtés à certains problèmes, mais ceux-ci se sont posés dans tous les pays du monde, notamment, s'il veut examiner les journaux d'aujourd'hui, aux États-Unis. Le président Carter a fait une très importante déclaration hier au sujet des inquiétudes manifestées dans son pays relativement à la situation économique parce que, de façon générale—je crois que nous pouvons le conclure de ses propos—les gens ne se sont pas bien rendu compte de la crise de l'énergie et de la nécessité de se discipliner et, sans renoncer à leurs aspirations, de faire preuve de modération.

C'est ce que nous pratiquons et prêchons depuis des années. Je répète que d'autres pays consultent pratiquement tout le temps le Canada à propos de mesures qu'ils se proposent d'adopter ou qu'ils adoptent effectivement et que nous avons mises en œuvre il y a bien des années. Elles sont considérées comme étant très efficaces et d'autres pays se proposent de les utiliser.

Je crois que nous allons être appelés dans l'autre endroit d'un moment à l'autre...

M. Stevens: De façon permanente?

M. Jamieson: Je peux assurer au député qu'il ne me plairait guère d'être à l'autre endroit—par contre je pourrais peut-être l'accompagner dans un autre monde, mais pas à l'autre endroit.

Mais pour revenir à des choses sérieuses, monsieur l'Orateur, je voulais que les députés comprennent, et ce serait trop beau si mon message était bien accueilli par les vis-à-vis, que la conjoncture économique actuelle confirme ce que nous avons toujours prétendu de ce côté-ci, que le ministre des Finances, tout en admettant que nous avons des problèmes, s'efforce de les atténuer. Malgré ces problèmes, nous nous sommes toujours mieux tirés d'une conjoncture internationale fort difficile que ne l'ont fait la plupart des autres pays.